

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 114 | 22-28 août 2022

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 37 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

26 août : Le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire (GTDA) a constaté de graves violations des droits dans les cas d'Alettin Duman et de Tamer Tıbık, deux ressortissants turcs qui, en septembre 2016, ont été détenus en Malaisie et renvoyés de force à la Turquie en raison de leurs liens avec le Mouvement Gülen. Le GTDA a appelé le gouvernement turc à libérer d'urgence et sans condition les deux individus.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

22 août : La police d'Ordu est intervenue lors des funérailles d'un militant de gauche décédé, détenant au moins 10 personnes.

22 août : La police d'Istanbul a arrêté 16 personnes qui protestaient contre la démolition de leurs maisons.

23 août : La police d'Artvin a brièvement détenu trois personnes pour leur participation à une manifestation écologiste.

23 août : Le bureau du gouverneur de Muğla a interdit un festival de musique qui était prévu début septembre.

24 août : La police d'Ordu est intervenue lors des funérailles d'un militant de gauche décédé, arrêtant neuf personnes.

24 août : Le bureau du gouverneur de Mersin interdit un concert organisé par l'Association des droits de l'homme (İHD) à l'occasion de la Journée internationale de la paix.

26 août : La Cour constitutionnelle a déclaré irrecevables les recours rejetés par Mücella Yapıcı, Tayfun Kahraman et Can Atalay qui ont été condamnés à la prison à vie pour des accusations liées aux manifestations du parc Gezi en 2013.

26 août : Le recteur de l'Université de Boğaziçi, Naci İnci, nommé par le gouvernement, a suspendu 16 universitaires pour leur participation à des manifestations contre sa nomination.

27 août : La police d'Istanbul est intervenue lors d'une manifestation contre des prisonniers malades, détenant brièvement 10 personnes.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

23 août : La police d'Ankara a arrêté six personnes en raison de leurs messages sur les réseaux sociaux.

23 août : L'Agence de publicité dans la presse (BİK), l'organisme d'État chargé de réglementer les publicités financées par des fonds publics dans les médias, a définitivement annulé la licence du journal de gauche Evrensel de publier des publicités publiques.

23 août : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur des allégations de corruption impliquant un juge du tribunal fiscal.

24 août : Un tribunal de Kahramanmaraş a décidé de bloquer l'accès à quatre reportages et deux tweets sur des allégations falsifiées par le tribunal et ont été envoyés à des sites Web d'information pour la suppression de certains reportages.

25 août : La police des douanes d'Istanbul a arrêté, interrogé et expulsé le journaliste grec Evangelos Areteos à son arrivée de Bruxelles.

25 août : La police d'Istanbul a arrêté la chanteuse pop Gülşen Bayraktar Çolakoğlu pour ses propos qui auraient insulté les diplômés des écoles religieuses imam-hatip en Turquie. La chanteuse a ensuite été arrêtée par un tribunal pour incitation à la haine ou à l'inimitié parmi le public.

25 août : Les procureurs ont ouvert une enquête sur le journaliste İbrahim Varlı pour un message sur les réseaux sociaux qu'il a publié en 2020.

25 août : Un tribunal d'Ankara a décidé de bloquer l'accès à un article d'opinion sur la politique économique du président.

25 août : Un tribunal d'Aydın a décidé de bloquer l'accès à un reportage sur un gouverneur de district local qui a interdit les déplacements dans un village qui a été le théâtre de manifestations contre la construction d'une centrale géothermique.

26 août : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à une page de blog sur un ancien Premier ministre.

26 août : Les procureurs de Balıkesir ont ouvert une enquête sur les politiciens de l'opposition Ali Mahir Başarır, Mehmet Tüm, Murat Akbaş et Erkan Baş ainsi

que sur le journaliste Yavuz Selim Demirağ accusés d'avoir insulté le président lors de propos qu'ils ont tenus lors d'un salon du livre.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

24 août : Les autorités ont confisqué une villa appartenant à Sedat Peker, un mafieux notoire en exil qui a révélé des relations troubles entre le gouvernement et la mafia.

25 août : La Cour constitutionnelle a jugé que le droit à un procès équitable avait été violé dans les cas de deux requérants condamnés à la réclusion à perpétuité sur la base de déclarations qu'ils avaient faites sans la présence d'un avocat.

28 août : La Cour constitutionnelle déclare illégale la confiscation de biens appartenant à un individu pour avoir été membre du conseil d'administration d'un établissement d'enseignement fermé en raison de son affiliation au mouvement Gülen.

AUTRES MINORITÉS

23 août : Les maisons appartenant à des membres de la minorité alévie dans un village de Balıkesir auraient été peintes à la bombe avec des symboles racistes et des messages menaçants.

CONDITIONS CARCÉRALES

27 août : Une administration pénitentiaire de Van a refusé un traitement et des médicaments aux détenus testés positifs au Covid-19.

28 août : Hasan Karapınar, un patient atteint d'un cancer en phase terminale qui a été libéré d'une prison d'Istanbul il y a deux mois, a révélé aux médias que l'administration pénitentiaire lui avait refusé un traitement pendant cinq mois pendant son incarcération.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

24 août : L'agence gouvernementale des migrations a annoncé que la Turquie avait expulsé plus de 72 000 migrants jusqu'à présent cette année.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

22 août : La mère du détenu Emir Karakum annonce que son fils a été torturé dans une prison de Samsun.

22 août : Les gardiens d'une prison d'Ankara ont agressé physiquement le détenu Hakan Tunç pour avoir déplacé son lit.

25 août : Les gardiens d'une prison de Konya ont fouillé à nu 13 détenus transférés d'une autre prison. Les détenus ont ensuite été placés dans des cellules individuelles pour avoir résisté à la pratique.

25 août : Les gardiens de la prison de Kahramanmaraş ont maltraité le détenu Rıdvan Kaya.

27 août : Les gardes du village de Mardin ont physiquement agressé et blessé cinq villageois lors d'une dispute.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

24 août : Un député d'un parti d'opposition a affirmé que les frappes de drones turcs dans le nord de la Syrie avaient tué huit enfants ce mois-ci.

26 août : Le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire (GTDA) a constaté de graves violations des droits dans les cas d'Alettin Duman et Tamer Tıbık, deux ressortissants turcs qui, en septembre 2016, ont été détenus en Malaisie et renvoyés de force à la Turquie, exhortant le gouvernement turc à les libérer immédiatement et sans condition.